

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre - CS 60036  
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 29/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BALL PACKAGING EUROPE BIERNE SAS**

ZONE DE BERGUES  
BIERNE  
59380 Bergues

Références : -  
Code AIOT : 0007000854

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement BALL PACKAGING EUROPE BIERNE SAS implanté Zone d'Entreprise de Bergues BP 59 59380 Bierne. L'inspection a été annoncée le 27/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2025. Elle porte sur l'application du BREF STS (traitement de surfaces).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BALL PACKAGING EUROPE BIERNE SAS
- Zone d'Entreprise de Bergues BP 59 59380 Bierne
- Code AIOT : 0007000854

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Ball Packaging Europe France SAS produit des boîtes de boissons et réalise les applications et impressions sur ces emballages.

L'établissement Ball Packaging Europe France SAS est soumis à autorisation. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2007 modifié.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 11
- Eau de surface
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	MTD 21 - Rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 3.9.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD 1 –Système de management environnemental (SME)	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.1	Sans objet
2	MTD 3 et 4 - Choix des matières premières	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.3	Sans objet
3	MTD 5 - Stockage et manutention des matières premières	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.4	Sans objet
4	MTD 6 - Distribution des matières premières	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.5	Sans objet
5	MTD 7 - Application de revêtement	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	MTD 8 – Séchage/durcissement	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.7	Sans objet
7	MTD 10 - Surveillance – Bilan massique des solvants	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.1	Sans objet
8	MTD 11 - Emissions si utilisation d'un traitement thermique des solvants	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 3.9.1.3	Sans objet
9	MTD 12 – Rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.3	Sans objet
10	MTD 14 – Captage d'air dans les zones de production et stockage	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.5.1.1	Sans objet
11	MTD 20 - Consommation spécifique d'eau	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 3.9.3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'établissement Ball Packaging Europe Bierne SAS respecte globalement les exigences des meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF STS, notamment en matière de système de management environnemental, de choix et de gestion des matières premières, de maîtrise des émissions atmosphériques, de consommation spécifique d'eau et de surveillance des rejets.

S'agissant des rejets dans l'eau (MTD 21), ceux-ci sont réalisés de manière indirecte via le réseau d'assainissement de Noréade, dans le cadre d'une convention de rejet. Toutefois, l'exploitant doit justifier, en tenant compte du rendement d'abattement de la station d'épuration de Noreade, que les concentrations en sortie finale de celle-ci sont compatibles avec les exigences du BREF STS. À ce titre, une demande de justificatifs est formulée, avec un délai d'un mois.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD 1 –Système de management environnemental (SME)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mise en place et application d'un système de management environnemental (SME)</p> <p>...</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement sont proportionnés à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p> <p>Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est certifié ISO 14001 depuis 2011. Cette certification a été renouvelée le 17/08/2023 à l'issue du dernier audit réalisé par le bureau Veritas le 13/07/2023. L'exploitant a présenté le certificat n° UK013956 en date du 22/11/2023.</p> <p>L'exploitant indique réaliser des revues de direction, assurer le suivi des exigences réglementaires et des indicateurs de performance, notamment sur le volet énergie, conduire des audits internes et externes, mettre en œuvre des plans thématiques (énergie, eau, déchets et solvants) ainsi que gérer les situations d'urgence.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : MTD 3 et 4 - Choix des matières premières**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Réduction de l'incidence sur l'environnement de la consommation de matières premières :</p> <p>2 techniques à mettre en œuvre de façon générale :</p> <p>a) Utilisation de matières premières ayant une faible incidence sur l'environnement (CMR, SVHC à substituer)</p> <p>b) Optimisation de l'utilisation des solvants organiques dans le procédé</p> <p>Réduction de la consommation de solvants, des émissions de COV et l'incidence globale sur l'environnement de la consommation de matières premières :</p> <p>1 ou plusieurs techniques a) à h) à mettre en œuvre :</p> <p>a) Utilisation de peintures/revêtements/vernis/encres/colles solvantés à haute teneur en extrait sec,</p> <p>b) ... à base aqueuse,</p>

c) ... réticulés par rayonnement, d) colles bi-composants sans solvant organique, e) colles thermofusibles, f) revêtements en poudre, g) film laminé pour l'application de revêtements en continu, h) substances autres que des COV ou de COV à faible volatilité
<b>Constats :</b>  <p>Dans le cadre du changement de process du site, consistant en le passage de la production de cannettes en acier à celle de cannettes en aluminium, l'exploitant a procédé au remplacement des produits utilisés par des produits à base aqueuse. Il indique que les matières premières sélectionnées sont moins solvantées et présentent un moindre danger pour l'environnement. Afin de réduire la consommation de solvants, l'exploitant utilise des encres et des vernis à base aqueuse (point b). Ce choix est également dicté par la réglementation applicable, notamment l'utilisation de BPANI, rendue nécessaire par l'interdiction du bisphénol A pour les produits destinés à la consommation sur le marché français.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : MTD 5 - Stockage et manutention des matières premières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Éviter ou réduire les émissions diffuses de COV lors du stockage et de la manipulation des matières contenant des solvants ou des matières dangereuses à l'aide de toutes les :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• techniques de gestion : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Établissement et mise en œuvre d'un plan de prévention et de contrôle des fuites et des déversements</li> </ul> </li> <li>• techniques de stockage : <ul style="list-style-type: none"> <li>b) Fermeture étanche ou couverture des conteneurs et zone de stockage entourée d'une bordure de protection</li> <li>c) Réduction au minimum du stockage des matières dangereuses dans les zones de production</li> </ul> </li> <li>• techniques de pompage et de manutention des liquides : <ul style="list-style-type: none"> <li>d) Techniques de prévention des fuites et des déversements lors du pompage</li> <li>e) Techniques de prévention des débordements lors du pompage</li> <li>f) Captage des vapeurs de COV lors de la livraison des matières contenant des solvants organiques</li> <li>g) Mesures de rétention et/ou absorption rapide lors de la manutention de matières contenant des solvants organiques</li> </ul> </li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>a) L'exploitant indique qu'un inventaire est réalisé de manière hebdomadaire afin de vérifier l'état des stocks. Un contrôle mensuel est également effectué pour détecter d'éventuelles fuites ou des</p>

déversements. Il précise que, dans le cadre de l'inventaire hebdomadaire, les fuites et les déversements accidentels sont également vérifiés à cette occasion.

b) Les matières sont stockées dans des zones dédiées (local encres, zone de stockage de la station d'épuration, bulk tanks, armoires extérieures), au sein de zones placées sous rétention ou dans des armoires rétentionnées. Ces zones de stockage ont été visitées par l'inspection.

c) Dans les zones de production, l'exploitant ne stocke pas de produits dangereux ; seuls les produits « en cours » de production sont présents et placés sous rétention. En cas de déversement accidentel ou de fuite, des kits absorbants sont disponibles à proximité, ce qui a été constaté lors de la visite de terrain.

d) La préparation du coolant est réalisée à partir de GRV. Les opérations de pompage sont effectuées à l'aide de pompes pneumatiques directement clipsées sur la bonde du GRV, l'opérateur actionnant la pompe via un bouton afin de remplir les récipients. L'ensemble de l'opération est réalisé au-dessus d'un dispositif de rétention.

Au niveau des washers, les GRV sont stockés sur rétention dans le local de la station d'épuration. Ils alimentent les réservoirs « en cours » situés au niveau des lignes washers. Le pompage est réalisé à l'aide de cannes d'aspiration à double enveloppe, mises en place par un opérateur lorsque le niveau bas du GRV est atteint, ce seuil étant détecté par un capteur.

e) Les différents remplissages des matières premières réalisés au-dessus d'un dispositif de rétention par pompage sont asservis à des capteurs de niveau, permettant d'éviter tout débordement dans les zones de production.

f) L'exploitant indique qu'il n'y a pas d'émission de COV lors des opérations de dépotage des vernis, celles-ci étant réalisées par aspiration des cuves de livraison.

g) Les solvants en cours d'utilisation sont entreposés dans des zones avec rétention. Des kits absorbants sont présents à proximité de l'ensemble des zones de manipulation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : MTD 6 - Distribution des matières premières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

##### **Prescription contrôlée :**

Réduction de la consommation de matières premières et les émissions de COV 1 ou plusieurs techniques a) à f) à mettre en œuvre :

- a) Réception centralisée des matières contenant des COV (par exemple, encres, revêtements, colles, produits de nettoyage) ;
- b) Systèmes de mélange perfectionnés ;
- c) Acheminement des matières contenant des COV (par exemple, encres, revêtements, colles et agents de nettoyage) au point d'application au moyen d'un circuit fermé ;
- d) Automatisation du changement de couleur ;
- e) Regroupement par couleur ;
- f) Application avec purge réduite.

##### **Constats :**

- a) Les vernis sont livrés en cuves ou en GRV et réceptionnés dans des zones adaptées.
- c) L'alimentation des équipements est réalisée en circuit fermé depuis les cuves de stockage.

- e) Les plannings de production sont optimisés afin de limiter les changements de couleur.
- f) Un système de purge réduite est mis en place afin de limiter les pertes de vernis lors des changements de couleur ; la présence de ce dispositif a été constatée lors de la visite de terrain.

Pour les autres points de la MTD (b et d), l'exploitant indique qu'ils ne sont pas applicables au site

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : MTD 7 - Application de revêtement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

##### **Prescription contrôlée :**

Réduction de la consommation de matières premières et l'incidence globale sur l'environnement des procédés d'application de revêtements, à l'aide d'1 ou plusieurs :

- techniques d'application sans pulvérisation :

a) Application au rouleau ;

b) Rouleau plus racle/racleur ;

c) Application sans rinçage (à sec) pour le laquage en continu sur bobine ;

d) Application au rideau (coulée) ;

e) Revêtement électrolytique ;

f) Trempage ;

g) Coextrusion ;

- techniques de pulvérisation ou d'atomisation :

h) Pulvérisation airless assistée par air ;

i) Atomisation pneumatique avec gaz inertes ;

j) Atomisation haut volume basse pression (HVBP) ;

k) Atomisation électrostatique (entièrement automatisée) ;

l) Pulvérisation avec ou sans air avec assistance électrostatique ;

m) Pulvérisation à chaud ;

n) Application par «pulvérisation, raclette et rinçage» pour le revêtement de bobines ;



<ul style="list-style-type: none"> <li>• automatisation de l'application par pulvérisation :</li> </ul> <p>o) Application robotisée ;</p> <p>p) Application à la machine.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les encres et vernis appliqués à l'extérieur de la cannette : • application par rouleau et racleur, technique conforme aux MTD (b).</p> <p>Pour le vernis « matt varnish » appliqué à l'intérieur de la cannette : • application automatisée à l'aide d'une machine (p).</p> <p>Les autres techniques ne sont pas pertinentes pour la fabrication de canettes en aluminium.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : MTD 8 – Séchage/durcissement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Réduction de la consommation énergétique et de l'incidence globale sur l'environnement des procédés de séchage / durcissement</p> <p>1 ou plusieurs techniques à appliquer :</p> <p>a) Séchage/durcissement par convection de gaz inerte ;</p> <p>b) Séchage/durcissement par induction (chaleur générée par électroaimants) ;</p> <p>c) Séchage par micro-ondes ou à haute fréquence ;</p> <p>d) Durcissement par rayonnement (résines et certains monomères) ;</p> <p>e) Séchage combiné par convection (recirculation d'air chaud) /rayonnement infrarouge ;</p> <p>f) Séchage/durcissement par convection combinée à la récupération de chaleur (des effluents gazeux).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Afin de réduire la consommation énergétique et l'incidence globale sur l'environnement des procédés de séchage et de durcissement, l'exploitant utilise les procédés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un tunnel UV pour le « Rim Varnish », conforme à la technique MTD 7 d).</li> </ul> <p>Les autres procédés (gaz inerte, micro-ondes, etc.) ne sont pas compatibles avec les vernis utilisés. Lors du dépôt du dossier de réexamen, l'exploitant avait indiqué qu'une étude était en cours en vue de valoriser la chaleur issue du RTO (technique MTD 8 f)). Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la chaleur récupérée est finalement utilisée pour le chauffage du circuit d'eau de la chaudière</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : MTD 10 - Surveillance – Bilan massique des solvants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Surveillance des émissions totales et diffuses de COV par bilan massique (au-moins 1 fois par an) des entrées et sorties de COV et réduction des incertitudes relatives au bilan.
<b>Constats :</b>  Le plan de gestion des solvants constitue la base de la surveillance des émissions totales et diffuses. Un suivi annuel est réalisé conformément aux exigences de la MTD. Le plan de gestion des solvants est transmis chaque année dans le cadre de la déclaration GEREPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : MTD 11 - Emissions si utilisation d'un traitement thermique des solvants**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 3.9.1.3		
Thème(s) : Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques		
Prescription contrôlée :		
Lorsque l'exploitant utilise un système de traitement thermique des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes :		
Paramètre	Unité	VLE (1)(Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
NOX	mg Equivalent NO <sub>2</sub> / Nm <sup>3</sup>	100 (2)
CO	mg/Nm <sup>3</sup>	100
COVT	mg C/Nm <sup>3</sup>	20
(1) La VLE ne s'applique pas lorsque des effluents gazeux sont envoyés dans une installation de combustion.(2) La VLE peut ne pas être appliquée si des composés azotés [par exemple, DMF ou NMP (N-méthylpyrrolidone)]		

<i>NMP (N-méthylpyrrolidone)] sont présents dans les effluents gazeux.</i>		
--	--	--

**Constats :**

Le site dispose d'un oxydateur thermique régénératif (RTO), associé à un dispositif de concentration préalable comprenant deux roues à adsorption, destiné au traitement des solvants organiques.

Des analyses des rejets atmosphériques sont réalisées annuellement. L'exploitant a transmis le rapport de mesures référencé n° 22787616/1.1.3.R, réalisé du 1<sup>er</sup> juillet au 5 juillet 2024 par le bureau d'études Bureau Veritas.

Les paramètres mesurés en aval du RTO sont les COV totaux, les NOx, le CO et le COVNM. Les résultats sont conformes aux VLE imposées par le BREF.

En page 144 de ce rapport, les analyses de ces paramètres sont réalisées conformément aux normes mentionnées dans le BREF.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : MTD 12 – Rejets dans l'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

**Prescription contrôlée :**

Fréquence mensuelle de surveillance des rejets dans l'eau des paramètres :

MEST  
DCO  
COT  
Cr(VI)  
Cr  
Ni  
Zn  
AOX  
F-

**Constats :**

Concernant l'activité exploitée par le site, à savoir le revêtement et l'impression d'emballages métalliques (uniquement pour les canettes en aluminium embouties étirées - EE), les paramètres à surveiller mensuellement sont les suivants : les MES, la DCO, les AOX et le fluor.

L'exploitant a transmis son tableau de suivi, sous format Excel, relatif au mois d'octobre et novembre 2025.

L'exploitant précise que :

- à chaque prélèvement, réalisé avant rejet, sont mesurés les paramètres suivants : conductivité, pH, DCO, MES, fluorures (F-), nickel (Ni) et zinc (Zn) ;
- une fois par semaine, les paramètres DBO5, azote global (NGL) et phosphore (P) sont analysés ;
- en moyenne une fois par mois, les AOX font l'objet d'une analyse.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : MTD 14 – Captage d'air dans les zones de production et stockage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 2.9.5.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

##### **Prescription contrôlée :**

Réduction des émissions de COV dans les zones de production et de stockage

Technique a) et une combinaison des autres à appliquer :

- Choix, conception et optimisation du système ;
- Extraction d'air aussi près que possible du point d'application de matières contenant des COV ;
- Extraction d'air aussi près que possible du point de préparation des peintures/revêtements/colles/encres ;
- Extraction de l'air provenant des procédés de séchage/durcissement ;
- Réduction au minimum des émissions diffuses et des déperditions de chaleur au niveau des étuves /sècheurs, soit par fermeture hermétique de l'entrée et de la sortie des étuves de durcissement/sècheurs, soit par application d'une pression sub-atmosphérique lors du séchage ;
- Extraction de l'air de la zone de refroidissement ;
- Extraction de l'air des zones de stockage des matières premières, des solvants organiques et des déchets contenant des solvants organiques ;
- Extraction de l'air des zones de nettoyage.

##### **Constats :**

Les captations d'air sont installées :

- au plus près des points d'émission (vernis, encres) ;
- sur les convoyeurs (process aluminium) ;
- sur les fours et zones de refroidissement.

L'ensemble est raccordé au RTO.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : MTD 20 - Consommation spécifique d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 3.9.3.1			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques			
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant respecte les niveaux de performance environnementale pour la consommation spécifique d'eau décrits ci-dessous :			
Secteur	Type de produit	Unité	Consommation spécifique d'eau (moyenne annuelle)
Revêtement et impression d'emballages métalliques	Cannettes embouties - étirées (EE) en deux parties	l/1 000 canettes	110
Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral, sous réserve du respect de l'article R. 515-62 (II), au vu d'une justification fournie par l'exploitant comprenant notamment une étude technico-économique.			
<b>Constats :</b>  Dans le dossier, l'exploitant indique que le site peut produire 3 302 863 200 boîtes par an, en tenant compte d'une efficacité de 92,3 %.  La consommation maximale associée à cette production est estimée à 150 000 m <sup>3</sup> . Rapportée à 1 000 boîtes, la consommation spécifique est donc de 45 L.  Pour l'année 2024, l'inspection a recueilli les données nécessaires afin de vérifier le respect du ratio de consommation d'eau conformément aux MTD :  - quantité de boîtes produites en 2024 : 2 448 363 051 ;  - consommation d'eau associée : 94 700 m <sup>3</sup> .  Le ratio de consommation d'eau pour 1 000 canettes produites est donc le suivant :  $(94700000/2448363051) \times 1000 = 38,68 \text{ L} / 1000 \text{ canettes en } 2024.$			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

N° 12 : MTD 21 - Rejets dans l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe – 3.9.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BREF STS - Traitement de surface au moyen de solvants organiques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions ci-dessous pour ses rejets dans l'eau :

Substances/Paramètres	Secteur	Sandre	VLE (1) (2)
Matières en suspension totales (MEST)	Revêtement et impression des emballages métalliques (uniquement pour les canettes EE)	1305	30 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO) (3)	Revêtement et impression des emballages métalliques (uniquement pour les canettes EE)	1314	125 mg/l si le flux journalier maximal autorisé > 100 kg/j ou > 50 kg/j (pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement)  150 mg/l Si le flux maximal journalier autorisé ≤ 100 kg/j ou ≤ 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D.211-10 du code de l'environnement
Composés organohalogénés adsorbables (AOX)	Revêtement et impression des emballages métalliques (uniquement pour les canettes EE)	1106	0,4 mg/l
Fluorure (F-) (4)	Revêtement et impression des emballages métalliques	7073	25 mg/l - si le rejet est ≤ 150 g/j 15 mg/l - si le rejet dépasse 150 g/j

	m é t a l l i q u e s (uniquement pour les canettes EE)		dépasse 150 g/j
Nickel (exprimé en Ni)		1386	0,2 mg/l - si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc (exprimé en Zn)		1383	0,8 mg/l - si le rejet dépasse 20 g/j

(1) Les périodes d'établissement des valeurs moyennes sont définies dans la rubrique « Considérations générales ».

(2) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective et sous réserve du respect de l'article R. 515-65 (III), l'arrêté préfectoral d'autorisation peut fixer une valeur limite de concentration n'excédant pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. La valeur peut être différente après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(3) La VLE pour la DCO peut être remplacée par une VLE pour le COT. La corrélation entre la DCO et le COT est déterminée au cas par cas. La VLE pour le COT est l'option privilégiée car la surveillance du COT n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(4) La VLE ne s'applique que si des composés fluorés sont utilisés dans les procédés.

#### Constats :

L'exploitant rejette ses effluents prétraités dans le réseau de Noréade, lequel assure ensuite le traitement des effluents de l'établissement Ball Packaging (la station de traitement des effluents, exploitée par Noréade, est située à proximité immédiate du site). Le site est lié à Noréade par une convention de rejet fixant des valeurs limites d'acceptabilité. Certaines de ces valeurs peuvent apparaître plus élevées que celles mentionnées dans le BREF STS, dans la mesure où il s'agit d'un rejet indirect.

Conformément aux dispositions de l'article R.515-60 du code de l'environnement, les valeurs limites d'émission (VLE) doivent être fixées pour les substances polluantes pertinentes, sans distinction explicite entre rejets directs ou indirects. Par ailleurs, l'article R.515-65 III du même code prévoit expressément que le traitement des rejets par une station d'épuration peut être pris en considération pour la détermination des VLE.

Ainsi, lorsque les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) fixent des niveaux d'émission associés aux MTD (NEA-MTD) sans préciser s'ils s'appliquent exclusivement aux rejets directs, le traitement par une station d'épuration externe doit être pris en compte pour les rejets indirects. En pratique, cela conduit à établir la VLE en sortie du site IED sur la base de la NEA-MTD, en intégrant le rendement d'abattement de la station d'épuration. Pour un abattement linéaire, la VLE maximale admissible peut ainsi être déterminée selon la relation suivante :

$$VLE_{\max} = NEA-MTD / (1 - \text{taux d'abattement}).$$

Dans ce cadre, et sans qu'il soit nécessaire de recourir à une dérogation, la VLE applicable au rejet du site peut dépasser la NEA-MTD prévue pour un rejet direct, dès lors qu'un traitement externe est assuré.

Cette approche est conforme aux principes rappelés dans le guide de mise en œuvre de la directive IED ainsi que dans le guide pour la simplification du réexamen, lesquels précisent que, pour les rejets indirects, l'analyse des performances environnementales doit être réalisée en considérant les concentrations en sortie finale de la station d'épuration.

En revanche, lorsque les conclusions sur les MTD prévoient explicitement une NEA-MTD applicable aux rejets indirects, celle-ci constitue la référence à respecter, sauf octroi d'une dérogation conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Dans ce contexte, les valeurs limites prévues par la convention de rejet avec Noréade constituent un cadre pertinent pour l'encadrement des rejets du site, sous réserve que l'exploitant soit en mesure de justifier, au regard des rendements d'abattement de la station d'épuration, que les concentrations en sortie de celle-ci sont compatibles avec les exigences du BREF STS.

À ce titre, l'exploitant est tenu de fournir cette justification dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois